

# **Déclaration de l'Assemblée des mouvements sociaux du Forum social mondial 2009 : « Nous ne payerons pas la crise ! Que les riches la paient ! »**

dimanche 1er mars 2009, mis en ligne par [Dial](#)

*Comme nous l'indiquions dans les [Points de repère](#) du numéro du 1<sup>er</sup> février, le 9<sup>ème</sup> Forum social mondial a eu lieu cette année du lundi 26 janvier 2009 au dimanche 1<sup>er</sup> février 2009 à Belém, dans l'État brésilien du Pará (Amazonie). Ce dossier consacré au Forum est constitué de trois textes, une déclaration et deux discours. La déclaration, publiée ci-dessous, est celle rédigée par l'Assemblée des mouvements sociaux. Le [premier](#) des deux discours a été prononcé par [Fernando Lugo](#), président du Paraguay depuis le 15 août 2008, dont nous n'avons pas encore eu l'occasion de beaucoup parler depuis sa prise de fonction. Le [second](#) est celui d'[Augusto Boal](#), homme de théâtre et auteur du Théâtre de l'opprimé (1971).*

---

*Pour faire face à la crise, des alternatives anti-impérialistes, anticapitalistes, féministes, écologistes et socialistes sont nécessaires*

Nous, les mouvements sociaux du monde entier, nous sommes réunis à l'occasion du 9<sup>e</sup> Forum social mondial à Belém en Amazonie où les peuples résistent à l'usurpation de la nature, de leurs territoires et de leurs cultures. Nous sommes en Amérique latine là où au cours de la dernière décennie a eu lieu une nouvelle rencontre entre les mouvements sociaux et les mouvements indiens. Ces derniers questionnent radicalement depuis leur cosmovision le système capitaliste. L'Amérique latine a, ces dernières années, mené des luttes sociales très radicales qui ont conduit au renversement de gouvernements néolibéraux et à la mise en place de gouvernements qui ont mené à bien des réformes positives comme la nationalisation de secteurs vitaux de l'économie et des réformes constitutionnelles démocratiques.

Dans ce contexte, les mouvements sociaux d'Amérique latine ont agi de manière adéquate en décidant d'appuyer les mesures positives adoptées par ces gouvernements tout en maintenant leur indépendance et leur capacité de critique à leur égard. Ces expériences nous aideront à renforcer la résistance ferme des peuples contre la politique des gouvernements, des grandes entreprises et des banquiers qui déchargent les effets de la crise sur le dos des opprimé-e-s.

Actuellement, nous les mouvements sociaux de la planète faisons face à un défi de portée historique. La crise capitaliste internationale qui porte préjudice à l'humanité s'exprime sur différents plans : c'est une crise alimentaire, financière, économique, climatique, énergétique, migratoire..., et de civilisation qui accompagne la crise de l'ordre et des structures politiques internationales.

Nous sommes face à une crise globale provoquée par le capitalisme qui n'a pas d'issue au sein du système. Toutes les mesures adoptées pour sortir de la crise ne cherchent qu'à socialiser les pertes pour assurer la survie d'un système basé sur la privatisation des secteurs stratégiques de l'économie, des services publics, des ressources naturelles et énergétiques, la marchandisation de la vie et l'exploitation

du travail et de la nature ainsi que le transfert de ressources de la périphérie au centre et des travailleurs et travailleuses à la classe capitaliste.

Ce système est régi par l'exploitation, la compétition exacerbée, la promotion de l'intérêt privé individuel au détriment de l'intérêt collectif et l'accumulation frénétique de richesses par une poignée de nantis. Cela génère des guerres sanglantes, alimente la xénophobie, le racisme et les extrémismes religieux, cela renforce l'exploitation des femmes et la criminalisation des mouvements sociaux. Dans le contexte de cette crise, les droits des peuples sont systématiquement niés. L'agression sauvage du gouvernement israélien contre le peuple palestinien est une violation du droit international qui constitue un crime de guerre, un crime contre l'humanité et aussi un symbole de la négation de droits dont souffrent également d'autres peuples du monde. Cette impunité honteuse doit cesser. Les mouvements sociaux réaffirment leur soutien actif à la lutte du peuple palestinien ainsi qu'à toutes les actions des peuples du monde contre l'oppression.

Pour faire face à la crise, il est nécessaire d'aller à la racine du problème et d'avancer le plus rapidement possible vers la construction d'une alternative radicale qui en finisse avec le système capitaliste et la domination patriarcale. Il est nécessaire de construire une société basée sur la satisfaction des besoins sociaux et le respect des droits de la nature ainsi que la participation populaire dans un contexte de pleine liberté politique. Il est nécessaire de garantir le respect de tous les traités internationaux sur les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels (individuels et collectifs) qui sont indivisibles.

Dans cette perspective, nous devons lutter et mobiliser le plus largement possible par une série de mesures urgentes comme :

- la nationalisation sans indemnisation et sous contrôle social du secteur bancaire
- la réduction du temps de travail sans réduction de salaire
- des mesures pour garantir la souveraineté alimentaire et la souveraineté énergétique
- l'arrêt des guerres, le retrait des troupes d'occupation et le démantèlement des bases militaires étrangères
- la reconnaissance de la souveraineté et de l'autonomie des peuples qui garantisse le droit à l'autodétermination
- la garantie du droit à la terre, au territoire, au travail, à l'éducation et à la santé pour toutes et tous.
- La démocratisation des moyens de communication et de connaissance

Le processus d'émancipation sociale poursuivi par le projet féministe, écologiste et socialiste du XXI<sup>e</sup> siècle aspire à libérer la société de la domination exercée par les capitalistes sur les grands moyens de production, communication et services par le soutien à des formes de propriété d'intérêt social : petite propriété familiale, propriété publique, propriété coopérative, propriété communale et collective. Cette alternative doit être féministe car il est impossible de construire une société basée sur la justice sociale et l'égalité des droits si la moitié de l'humanité est opprimée et exploitée.

Enfin, nous nous engageons à enrichir le processus de construction de la société basée sur la qualité de vie en reconnaissant la participation active et l'apport des peuples indiens.

Nous, les mouvements sociaux sommes face à une occasion historique pour le développement d'initiatives d'émancipation à l'échelle internationale. Seule la lutte sociale des masses peut sortir les peuples de la crise. Pour renforcer cette lutte, il est indispensable de développer un travail de conscientisation et de mobilisation à la base.

Le défi pour les mouvements sociaux est d'arriver à organiser la convergence des mobilisations globales à l'échelle de la planète et de renforcer notre capacité d'action en favorisant la convergence de tous les

mouvements qui cherchent à résister à toutes les formes d'oppression et d'exploitation.

Nous nous engageons ainsi à :

- Mettre en place une semaine d'action globale contre le capitalisme et la guerre du 28 mars au 4 avril 2009 avec :

- une mobilisation contre le G20 le 28 mars
- une mobilisation contre la guerre et la crise le 30 mars
- une journée de solidarité avec le peuple palestinien pour impulser un boycott, le désinvestissement et les sanctions contre Israël le 30 mars
- la mobilisation contre le 60<sup>e</sup> anniversaire de l'OTAN le 4 avril
- etc.

- Renforcer les mobilisations qui se tiennent chaque année

- 8 mars : journée internationale de la femme
- 17 avril : journée internationale de la souveraineté alimentaire
- 1<sup>er</sup> mai : journée internationale des travailleurs et des travailleuses
- 12 octobre : mobilisation globale de lutte pour la Terre Mère, contre la colonisation et la marchandisation de la vie

- Mettre en place un agenda des résistances contre le sommet du G8 en Sardaigne, le sommet sur le changement climatique de Copenhague, le sommet des Amériques à Trinité-et-Tobago...

Nous répondons ainsi à la crise par des solutions radicales et des initiatives d'émancipation.

---

- **Dial - Diffusion d'information sur l'Amérique latine - D 3043.**

- Traduction de Virginie de Romanet pour le Comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde [CADTM](#).  
Traduction revue par Dial.

- Source (français) : [CADTM](#), 2 février 2009.

- Texte original (espagnol) : [Minga informativa de movimientos sociales](#), 31 janvier 2009.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la traductrice, la source française originale (CADTM - <http://www.cadtm.org>) et l'adresse internet de l'article.